

Religions, migration et intégration Quelle position socialiste?

René Longet

Yverdon, commission 60+ du PSV
13 mars 2018

En première partie, la question que je voudrais partager avec vous est : Pourquoi devant une montée spectaculaire des inégalités et de l'exclusion, des victimes de ces situations choisissent l'extrême-droite et la droite populiste plutôt que la gauche, en Europe de l'Ouest, de l'Est et aux Etats-Unis, comme les élections italiennes l'ont encore souligné ?

Et demandons-nous au passage quel avenir a la position traditionnelle de la social-démocratie qui est d'accrocher son wagon social à la locomotive d'un mode de développement devenu de par sa nature fortement destructif de valeurs humaines, culturelles, sociales et environnementales. Il y a là plusieurs raisons qui touchent tant à la forme qu'au fond.

La perception de la gauche par le milieu populaire aujourd'hui

La gauche est souvent identifiée par une partie des perdants de la mondialisation comme une élite éduquée, bien payée, bien logée, bien à l'abri, aux bonnes manières, politiquement correcte.

J'ai été en charge 12 ans durant de l'exécutif d'une ville de la banlieue genevoise, Onex, où beaucoup d'habitants cumulent les difficultés. Je vais vous raconter une anecdote. Le centre intercommunal de voirie, dont j'étais le président, fêtait ses 20 ans, et un ouvrier de la voirie d'Onex m'interpelle : Vous, on vous aime bien, vous vous occupez bien de nous, mais votre parti ? Il ne s'intéresse qu'aux homosexuels, à la culture, aux immigrés, pas de place pour les gens du commun comme nous. Et pourtant, c'était lui aussi un immigré, un Sicilien d'origine très modeste. Ca campe bien le décor et les difficultés.

Le milieu populaire est un milieu essentiellement sentimental. Les arguments le touchent peu, et si on en reste aux discours argumentés, on ne va toucher que les gens qui argumentent, une minorité, et creuser l'écart. Durant un siècle environ, il y a eu un lien émotionnel fort entre le milieu populaire et la gauche. Ce lien est cassé depuis un moment. Le lien intellectuel ne peut pas le remplacer.

Quelques hypothèses

Comme dit, la gauche est identifiée émotionnellement à des gens bien situés, qui plaident pour des idées mais ne les pratiquent pas. Des gens qui ne savent pas compter, ne sont pas dans la même réalité. On nous soupçonne aussi, à travers l'ouverture des frontières, de mettre les populations en compétition, dont nous, ne risquant rien, n'avons pas peur. La revendication des mesures d'accompagnement n'a pas été reçue au niveau du milieu populaire.

De plus, les immigrés d'autrefois ne veulent plus être associés au statut précaire d'immigrés qui fut le leur, se rappeler des difficultés de leur propre parcours, ils estiment s'en être sortis. Autre biais, autre frein : le milieu populaire croit parfois aussi que la gauche est contre la propriété, l'héritage, car ça, ça a été durement acquis et c'est aussi leur promotion sociale. Le milieu populaire se méfie même parfois de la politique sociale considérée comme mal ciblée, mal contrôlée, reflet indirect d'un sentiment de justice.

Le milieu populaire se sent aussi négligé par les prestations publiques de sécurité, car trop longtemps la gauche a parlé de sentiment d'insécurité, et répondu que la seule sécurité qui compte est la sécurité sociale. Et ça a sonné comme du mépris, et en tous cas du déni.

Une autre anecdote. Un socialiste était alors responsable au Conseil d'Etat de la police. Je suis abordé par une tenancière de kiosque à journaux aux Pâquis qui gagnait très peu et qui s'est saignée pour payer un vélo à son fils. Vélo qui a été vite volé. Au poste de police, on lui a dit «vous croyez Madame qu'on va s'amuser à rechercher un vélo, il s'en vole tous les jours». Elle

m'a dit que plus jamais elle ne voterait pour un socialiste, incapable de défendre les petites gens.

Donc premier constat : travailler sur l'émotionnel, sur le lien, sur la prise en considération, les arguments viennent après. Il faut que les gens modestes, en souci, puissent à nouveau nous sentir proches d'eux, physiquement, sans jugement, avec empathie.

Le réflexe de classe ou...

Prenons maintenant un peu de recul. Dans une vision marxienne simplifiée, la gauche a souvent estimé que la conscience, la perception des choses était dictée par la situation matérielle des personnes. L'histoire du fascisme et du national-socialisme démontre que ce n'est pas si simple, en tous cas que rien n'est assuré. Devant le choix entre des partis de gauche, certes en conflit, et les partis d'extrême-droite, des millions de travailleurs précarisés ou au chômage ont opté pour l'extrême-droite, pas tous loin de là, mais des millions tout de même.

Pourtant, peu de promesses de politique sociale, mais des fantasmes de revanche sur d'autres nations, de grandeur nationale, d'écrasement des autres. Bref l'appel au cerveau reptilien, particulièrement réceptif en période d'incertitude et de crise. Haine des juifs, haine des autres, ça leur a parlé, comme cela a parlé à une partie des universitaires, des artistes, des fonctionnaires, des cadres, des chefs d'entreprise, pas tous bien sûr, mais une partie, là aussi.

La 2^e guerre mondiale n'a pas tardé à ajouter ses 50 millions de morts aux 20 millions de la première. Intérêts de classe ? On peut réaliser ses intérêts autrement... On le voit, très peu de raisonnement mais des référentiels plus profonds, qui embuent les esprits, empêchent toute logique. Le chômage de masse semble avoir pour conséquence le fascisme de masse en Europe, l'islamisme militant, sa symétrique, en terre d'Islam. Parmi ces référentiels, l'identité. Pas de classe, mais nationale, tribale.

Identité nationale ?

L'identité nationale est un facteur-clé. On ne peut pas la laisser aux nationalistes, aux sectaires, aux intégristes. L'humain a une propension tribale en cas de danger, et moins on est éduqué plus on est dans l'adhésion ou le rejet par rapport à l'image collective. L'exclusion, le sentiment de ne pas compter dans son propre pays, conduit au repli sur la tribu, sur ce qui donne une identité, sur ce dans quoi on peut se reconnaître sans se poser de question. Une sécurité. Un confort. Un abri.

A gauche nous aurions plutôt tendance à voir la personne avant son appartenance de groupe, à souligner que l'identité n'est que rarement univoque, et le plus souvent plurielle. Et c'est parfaitement vrai. Mais ce n'est pas nécessairement vrai pour les autres ; il nous fait prendre le peuple tel qu'il est et non tel que nous voudrions qu'il soit... C'est le point de départ indispensable de tout changement. Malheureusement, au lieu de taper sur le clou avec force références, témoignages et belles histoires, la gauche était la grande absente du débat sur l'identité. Alors qu'au vu de la nature de l'identité suisse, nous avons un vrai boulevard.

Nous devons occuper ce terrain avec nos valeurs

Car nous avons l'immense chance que la Suisse est par nature pluriculturelle, qu'elle n'est pas une nation ethnique, mais un projet politique, un projet politique de coexistence (pas toujours facile d'ailleurs) de cultures différentes. Elle ne peut donc pas faire siennes, sans se renier, les idéologies nationalistes exclusives, où on se dit supérieur aux autres ethnies à l'extérieur, et tous pareils à l'intérieur. De plus, depuis toujours pauvre en ressources naturelles, la Suisse est par définition liée au monde, dépendante du monde. Elle doit donc formuler, en fonction de son identité, son lien au monde. Un boulevard, vraiment : invoquer notre identité, l'interpréter nous aussi, pour fonder une posture politique multiculturelle, ouverte, solidaire à l'interne et à l'externe.

La gauche était aussi la grande absente du débat sur la sécurité, comme dit, le milieu populaire s'est senti abandonné et nous faisait paraître comme des bisounours. Ce que nous ne sommes évidemment pas. La gauche a laissé croire qu'elle propageait une vision idéalisée des migrants, où comme partout il y a de tout. Là aussi le milieu populaire s'est senti méprisé, car nous n'avons pas répondu aux craintes qui s'y exprimaient. Nous avons passé pour condescendants, négligents, déconnectés du quotidien, depuis nos quartiers résidentiels généralement sans trop de migrants. Alors qu'être de gauche, c'est avoir quelque chose à dire sur ses conditions d'existence.

Maintenant, 15 ans plus tard, devant notre absence d'affirmation, d'interprétation, l'UDC a solidement colonisé les têtes et les cœurs d'une bonne partie du milieu populaire, prétend incarner la Suisse, ce qui est une imposture grave, et au bout du chemin l'élection de Trump, pratiquement en tout l'antithèse de nos valeurs, nous rappelle les risques encourus. Je vous donne ici une 3^e et dernière anecdote. Une semaine après les dernières élections fédérales, je donnais une journée de formation, dans une institution pour personnes de terrain, sur le processus décisionnel en Suisse. Les étudiants devaient par exemple analyser les débats parlementaires sur l'énergie. Une participante, une dessinatrice en génie civil valaisanne de 22 ans, m'a dit à la fin de l'exercice : «si j'avais su leurs positions sur le nucléaire et sur les économies d'énergie, je n'aurais pas voté pour l'UDC. Mais c'étaient pour moi les seuls qui aimaient la Suisse».

Il nous faut avoir une position de gauche sur des enjeux comme l'identité, la religion, la Suisse, l'intégration, la migration, la sécurité, des postures fermes, réalistes, et humanistes à la fois, fondées sur les faits et l'état de droit. Se replier sur le social en pensant que tout le reste suivra c'est abandonner tout projet de société. Or un parti sans projet de société devient non seulement illisible, mais perd sa raison d'être.

Je vais conclure cette première partie par deux citations d'Albert Camus, la première de 1937 pendant la guerre d'Espagne et la seconde de 1956 au début de la guerre d'Algérie, patrie de Camus et qu'il aurait voulu pluriculturelle, pari que réussira plus tard l'Afrique du Sud. 1937 : «Les nationalismes apparaissent toujours dans l'histoire comme des signes de décadence» ; 1956 : «Je ne crois qu'aux différences non à l'uniformité ».

Venons-en maintenant à la deuxième partie de ma présentation.

Religion tout d'abord

Opium du peuple ou libération spirituelle, intégrisme catholique, agitation évangéliste, ou doctrine sociale de l'Eglise ? Quelle vision avons-nous de la chose ? Il est clair que la religion comme institution est liée au pouvoir, le légitime, est elle-même un pouvoir, un sacré pouvoir, du moins un pouvoir sacré.

Deux définitions radicalement opposées de la religion

La religion signifie en fait deux choses très distinctes. D'une part un ensemble de prescriptions venues d'en haut, de croyances qui ne se discutent pas, de règles pour toutes les circonstances de la vie. D'autre part, un vécu spirituel qui active l'aptitude anthropologique au ressenti spirituel, qui est un mode de connaissance comme l'est le mode scientifique, de perception comme l'est le mode artistique. Cette dualité se retrouve dans l'opposition entre lettre et esprit.

La capacité de percevoir l'unité de soi avec l'univers, que les mystiques expérimentent, est une réalité bien étudiée par exemple par Mircea Eliade ou Carl Gustav Jung, et la religion première, à savoir le chamanisme dit aussi animisme, reste sa meilleure expression vivante. On la retrouve derrière les magnifiques peintures rupestres d'il y a 30000 ans, comme dans le néopaganisme contemporain. Historiquement, lui a succédé le polythéisme de l'Antiquité, encore très vivant dans l'hindouisme, suppléé ensuite par le monothéisme des trois religions dites du livre, enfin notons la spiritualité sans divinité particulière, cas du bouddhisme.

Une concentration croissante sur un Dieu

On peut aussi lire dans cette succession un éloignement croissant du religieux de l'expérience quotidienne du divin dans la nature, pour le projeter d'abord dans une multitude de dieux personnalisés et spécialisés, pour ensuite la concentrer en un dieu unique, tout puissant, extérieur à l'humanité et la jugeant.

Cela représente du coup aussi l'éloignement croissant de l'humanité du vivant qui l'entoure, vu de plus en plus comme extérieur à elle. Pour certains courants féministes, cette évolution est corellée à la prise de pouvoir sur la terre, par la sédentarité, la place prise par les métaux et la guerre, bref la masculinisation de la société sous le signe du taureau, figure dominante de l'âge du bronze, où le guerrier remplace la déesse-mère. Une vision particulièrement défendue par l'anthropologue américaine d'origine lithuanienne Marija Gimbutas.

Eglise et Etat une alliance pour le pire...

Plus près de nous, nous nous rappelons des nombreuses guerres de religion, et aussi de l'histoire du christianisme qui, au 4^e siècle, en 80 ans, est devenu de persécuté persécuteur, puisque devenu religion d'Etat de l'empire romain finissant, ce qui a permis à cet empire de se survivre en quelque sorte à travers l'Eglise. Croisades à répétition, extermination des hérétiques comme les Albigeois ou Cathares, pour aboutir sur 2 siècles d'inquisition, de tuerie de prétendues sorcières, de conversions forcées, de guerres de religion pour un mot de trop ou de pas assez. On se rappelle de l'Edit de Nantes, de l'assassinat d'Henri IV pour avoir osé relativiser l'appartenance confessionnelle, puis de la révocation de l'Edit par Louis XIV.

Finalement, ce parcours douloureux a abouti au consensus social que la croyance était une affaire individuelle et pas d'Etat, que chacun avait le droit, dans les limites des droits d'autrui, de croire ou de ne pas croire, quitte à ce que ses convictions le conduisent à agir au sein de la société ensuite. Mais celle-ci n'a pas de coloration religieuse, même si naturellement elle ne nie pas que le christianisme a été religion d'Etat durant 1500 ans.

... à dépasser absolument

Cette évolution, d'autres religions l'ont encore devant elles. L'hindouisme est traditionnellement, comme l'était le polythéisme antique, tolérant. Mais des tendances intégristes s'y développent, tout comme dans le judaïsme ou dans le bouddhisme d'Etat (Sri Lanka ou Birmanie particulièrement). Plus proche de nous, c'est l'Islam qui doit se positionner sur sa vision de la liberté religieuse et sur l'universalité des Droits humains. Statut de la femme, acceptation de la diversité des croyances, et du changement de religion (l'apostasie est en principe passible de mort), tout cela doit être débattu et il est exclu que la loi religieuse l'emporte sur la loi civile et l'universalité des droits humains.

Les pires ennemis des intégristes islamistes ne sont d'ailleurs pas les intégristes des autres religions, ils ne se comprennent que trop bien. Ce sont pour les islamistes, les soufis. A nouveau ce clivage entre la lettre et l'esprit. La lettre n'a de sens que par l'esprit. La spiritualité vivante n'a aucune envie, aucun besoin d'imposer quoi que ce soit à qui que ce soit.

Et les mystiques ne font pas la guerre aux scientifiques. Un mystique sait qu'il active un mode de perception, il ne va pas aller sur le terrain des faits scientifiques comme le font par exemple les créationnistes. A l'inverse, les scientifiques ne vont pas non plus s'aventurer à expliquer des notions comme l'éternité ou l'infini, qui échappent à l'entendement scientifique. Ainsi chaque sphère de connaissance tient son objet. Art, science, religion, trois façons de percevoir l'univers, trois façons complémentaires et pas contradictoires.

La migration maintenant

J'ai pris connaissance du papier de position suisse du groupe 60+ du PSS sur la migration et l'ai lu attentivement. Je peux en partager l'essentiel, et nous pourrions en débattre tout à l'heure. Mais là aussi prenons du recul, beaucoup de recul.

D'après ce qu'on sait de l'histoire de l'espèce humaine, celle-ci a toujours migré. Tout d'abord parce que sur le 95% de sa présence sur Terre, elle a été nomade. A l'époque les humains étaient peu nombreux et les espaces inoccupés très vastes. Aujourd'hui c'est le contraire, les humains sont nombreux et les espaces inoccupés rares.

La migration est toujours douloureuse pour les deux parties

La nature et la portée de la migration a changé avec la sédentarité. Etre sédentaire, le mot le dit, c'est prendre place quelque part, s'y établir. On voit d'emblée que la migration n'est pas une mince affaire, ni pour ceux qui s'en vont, ni pour ceux qui sont déjà là. On peut penser à la colonisation de tout le continent américain ou de l'Australie par les déshérités d'Europe. Les premiers occupants ont été peu à peu réduits en sujétion, dépossédés de leurs terres ancestrales, dans des opérations extrêmement violentes qui vont jusqu'au génocide. Le terme même d'Amérique Latine est une tragique usurpation. On peut aussi penser à l'installation du peuple juif dans son territoire ancestral certes, biblique, mais, où depuis des siècles, d'autres avaient pris racine.

Donc quand nous parlons de migration, n'oublions jamais la part de douleur que cela implique, et chassons toute vision béate de l'immigration et de l'intégration. Dans notre pays nous en savons quelque chose, puisque durant des siècles des Suisses ont dû partir, les conditions économiques et sociales de l'époque ne leur permettant pas de vivre dans leur pays. La ruée vers l'or californien, Nova Friburgo au Brésil, les Suisses colons en Algérie, en sont quelques exemples. Aujourd'hui notre situation économique et sociale a changé du tout au tout et nous voici pays d'immigration. Italiens, Espagnols, Portugais, Kossovars, d'ailleurs avant la guerre, notamment. On en avait besoin, ils sont venus.

Puis il y a le mouvement d'émigration depuis l'Afrique, en raison de la détresse économique, de la mauvaise gouvernance de nombreux pays, depuis le Proche Orient en raison de la guerre que s'y livrent à répétition les grandes puissances à travers les groupes opposés locaux. Là, c'est déjà plus difficile, la différence de modes de vie, de scolarisation, de repères, d'éloignement est bien plus grande. Mais nous devons admettre que la mondialisation ne peut pas être à sens unique, avec importation de matières premières et exportation de valeur ajoutée, venue de touristes au portemonnaie bien garni et refus des démunis du monde. Nous sommes au cœur du monde, ultra-connectés même si nous ne voulons pas le savoir, et le monde vient à nous.

Enfin l'intégration

En effet que faisons-nous avec les arrivants. Quels moyens leur donnons-nous pour mieux connaître le lieu où ils arrivent, se sentir utiles au sein de notre société, ce que l'écrasante majorité d'entre eux souhaiterait, et que faire de leur culture propre ?

A nouveau faisons appel à l'histoire. L'humanité est à la fois unie et diverse. Il semble qu'aux origines elle était plutôt noire de peau, et pendant longtemps basanée. Le teint blanc dont on est si fier, dans maints lieux du monde, serait tout à fait récent.

Les identités ne sont que le produit provisoire de l'histoire

Peuples et cultures nous paraissent figés, mais en même temps ce ne sont que des produits de l'histoire. Nous sommes au fond tous métissés, résultats de parcours variés et multiples, et devrions en être fiers, le souligner, résister au réductionnisme tribal et à l'adaptation au troupeau, au mimétisme des foules. Mais on a aussi dans la tête des schémas, pas forcément faux mais fortement simplifiés, sur ce qui caractériserait le Français, l'Américain, le Chinois, l'Arabe, l'Africain, l'Italien ou encore l'Israélien...

Il y a les deux ; une sorte de kaléidoscope mouvant, et le besoin d'avoir des repères, on aime certains comportements, on y est habitué. D'autres peuvent nous déconcerter, nous heurter, nous aimerions les garder à distance. La seule réalité historique est la convergence des influences, mais c'est un résultat sur la durée, pas un commencement. D'ailleurs les mots ont leur sens. Etranger a à voir avec étrange, soit : déconcertant, inquiétant. Etranger se disait en Grec Barbare, aujourd'hui barbare veut dire impitoyable, sanguinaire, dangereux. On se terre sur sa terre, et refuse de partager, protège son lopin de territoire. Un réflexe, animal presque, tribal, d'autant plus fort si on a peu, ou se croit menacé.

Mais il faut donner à cette évolution du temps

La différence fait peur. Et la seule réponse est la coévolution sur la durée, l'affirmation de la richesse de la différence, mais une différence acceptée et intégrée à ses propres références, et qui du coup a perdu sa part de menace. Pour que ce processus de coexistence puisse commencer, il faut définir les règles du vivre ensemble. La laïcité par exemple. L'égalité hommes-femmes. Les droits humains. Il ne faut pas avoir peur d'exiger de tout arrivant de s'adapter, c'est ainsi dans toute partie du monde.

L'interconnaissance réciproque se fera ensuite, sur cette base non négociable. Passer de la méfiance, voire de l'aversion et de la peur à la curiosité, puis à l'échange, à la découverte des points communs (par exemple à travers la cuisine et la musique du monde, toujours appréciées), à l'enrichissement par des différences qui auront perdu leur venin avec le temps.

Défendre nos valeurs là aussi

Mais par une part d'intégration quand même, que le document du PSS minimise. Car dans le processus d'échange réciproque, il y a ce qui est négociable et ce qui ne l'est pas. C'est notre

loi qui prime, ça doit être clair. Puis permettre aux arrivants de se rendre utiles, éviter à tout prix les ghettos et l'inoccupation, le travail au noir destructeur pour les résidents comme pour les immigrés. Permettre aux arrivants, de maintenir leur culture, leur langue, le valoriser, encourager la diversité dans l'unité du genre humain.

Et ne pas faire ce qui a été très mal vécu en Allemagne, laisser croire qu'on ne contrôle pas le nombre. Il faut gérer l'intégration. Par le nombre. Par le temps. Par la capacité, économique, humaine d'accueil, et les dispositifs concrets, créatifs, interactifs, qui l'expriment. Rappeler à la population résidente sa propre histoire, de la Suisse ou de l'immigration plus récente. Faire émerger derrière les chiffres les personnes, derrière des slogans des destinées. Concrétiser les engagements mutuels, les contractualiser. Rappeler que notre démographie vieillissante (les 60+ sont particulièrement légitimes ici) a besoin de l'immigration, souligner que notre monde ne sera plus jamais blanc. Et que ça n'a aucune importance, la seule chose qui compte pour nous est l'égalité de chances et l'universalité des droits et devoirs humains.

Ecouter les défavorisés d'ici

Eviter tout sentiment, justifié ou non, parmi les milieux défavorisés résidents qu'ils seraient moins bien traités que les nouveaux arrivants. Eviter toute division entre exclus d'ici et exclus d'ailleurs. Témoigner du respect aux uns et aux autres. Cela passe par des actes, des rencontres, l'analyse des politiques et pratiques sociales, un dialogue attentif et persévérant.

Et ne pas cacher les choses. Quand des personnes de gauche bien intentionnées veulent empêcher qu'on fasse des statistiques de la criminalité selon les nationalités, cela n'est certainement pas la bonne voie. Si les chiffres montrent des disparités selon les origines, ce ne sont pas les chiffres qu'il faut cacher mais en analyser les raisons, et apporter des solutions. La population se rend bien compte s'il y a des soucis de ce type, il faut les affronter et débattre de ce qu'il y a lieu de faire, plutôt que de laisser croire qu'on a quelque chose à cacher.

Ce n'est qu'un début, exerçons-nous

C'est bien maintenant qu'il faut exercer notre capacité à accueillir à intégrer à maîtriser la migration. Car nous n'en sommes qu'au début. Une mauvaise communication a fait qu'il n'a fallu à l'automne 2016 que de 500'000 migrants, un pour mille de la population européenne, pour installer durablement dans tout l'Est européen des régimes ultra-nationalistes, à tendance autocratique et exclusifs, réaction tribale, reptilienne, qui a déstabilisé aussi fortement l'Allemagne.

Avec le changement climatique, on nous annonce dans le monde des dizaines de millions de réfugiés climatiques, venant, et ce n'est que justice, s'abriter dans les pays qui sont les principaux responsables du changement climatique. Pour que ce ne soit pas l'ultime combat de tous contre tous, exerçons-nous pendant qu'il est encore temps à un bon équilibre entre résidents et arrivants avec des recettes gagnantes. On ne nous fera confiance que si nous rassurons les résidents, et les valeurs humanistes et de l'Etat de droit ne perdureront que si nous exigeons de tous, résidents comme immigrants, de les respecter sans faille.

Tout dernier point : l'action à la source

Nous devons exiger que notre pays s'implique davantage dans la défense des droits humains là où ils sont violés, même si cela déplaît aux autocrates locaux et à ceux ici qui veulent faire commerce avec eux. Nous devons défendre un accroissement de l'aide au développement, comme investissement dans l'équilibre du monde permettant aux populations de vivre au pays, nous devons dénoncer les forces politiques qui décrédibilisent les plateformes de régulation multilatérales, car c'est le seul moyen pour corriger les dérives d'une mondialisation sans cadrage écologique et social suffisant.

Le lien entre cette politique étrangère proactive et cohérente et les enjeux de la migration doivent nous permettre de déconstruire l'offensive du repli sur les frontières nationales, repli qui nous enlève toute prise sur l'origine des phénomènes qui occasionnent le réflexe nationaliste. Casser ce cercle vicieux doit être notre ambition. Mais cela ne peut pas remplacer une politique réaliste et un discours réaliste en matière de migration. On doit marcher sur les deux jambes, la prévention et l'intégration.